

# LE REGARD

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES



Contact : +234 821366666/822950000 Site: [www.leregard.info](http://www.leregard.info) Prix Kinshasa: 2500Fc  
N° RCCM : CD/KNG/RCCM/20-B-01232 ID.NAT : 01-83-N61739N N°D'IMPÔT : A2034863S

FORCE DU PROGRES A L'ASSAUT DU CENTRE INTERDIOCESAIN

## L'UDPS va en guerre contre l'Église catholique <sup>P4</sup>

Un nouvel épisode de tension entre le pouvoir et l'Église catholique s'est produit ce week-end à Kinshasa. Centre interdiocésain, siège de la Conférence épiscopale nationale du Congo -CENCO-, a été pris pour cible par des membres de la « Force du Progrès », mouvement de jeunes affiliés à l'Union pour la démocratie et le progrès social -UDPS-, dans une manifestation qui a duré près de deux heures. C'est ce que rapporte la CENCO sur ses réseaux sociaux. Selon plusieurs témoignages, les manifestants ont proféré des injures contre les responsables de l'Église...



## Tshisekedi honore les professeurs Muyembe et Sulu <sup>P3</sup>

## Sesanga <sup>P2</sup> empêché de voyager, son passeport confisqué



## À 9 jours de la marche de la C64 contre le changement de la Constitution, Kinshasa interdit les rassemblements <sup>P5</sup>

# Sesanga empêché de voyager, passeport confisqué et prié de se présenter à la Cour de cassation

Les tensions entre le pouvoir et l'opposition en République démocratique du Congo continuent de s'intensifier, à quelques jours de la marche du 8 juillet 2026 contre le changement de la constitution.

Ce dimanche 28 juin 2026, le secrétaire général du parti de Delly Sesanga, Rodrigue Ramazani, a affirmé que le président de son parti a été empêché d'embarquer à l'aéroport international de N'Djili alors qu'il devait se rendre à l'étranger pour des soins médicaux ce dimanche.

Selon la même source, les agents de l'immigration lui ont signifié qu'il devait se présenter à la Cour de cassation, sans lui notifier aucun grief précis. Selon Rodrigue Ramazani, Delly Sesanga devait effectuer un contrôle médical à la suite d'une blessure par balle qu'il aurait subie lors du sit-in organisé le 12 juin dernier.

Le Sg Ramazani soutient que les services de la Direction générale de migration -DGM- ont confisqué le passeport de l'opposant, l'empêchant ainsi de voyager. Ces affirmations ont été confirmées par Delly Sesanga lui-même au micro du confrère Stanis Bujakera.

Cette nouvelle affaire intervient dans un climat politique particulièrement tendu, marqué par une montée des divergences entre le pouvoir en place et plusieurs figures de l'opposition regroupés au sein de la Coalition Ar-

ticle 64 -C64- qui multiplie des activités de terrain contre le changement de la constitution souhaité par le Président Tshisekedi. Ces dernières semaines, plusieurs manifestations, sit-in et prises de position sur les réformes institutionnelles ont ravivé les tensions sur la scène politique congolaise. Pour les proches de Delly Sesanga, cette mesure s'inscrirait dans une série d'actions visant à restreindre les activités des leaders de l'opposition. Jusqu'à présent, les autorités compétentes n'ont pas publiquement réagi aux accusations formulées par Delly Sesanga et le secrétaire général de son parti.

Cet incident pourrait alimenter davantage les critiques de l'opposition, qui dénonce régulièrement un rétrécissement de l'espace démocratique, tandis que le gouvernement affirme agir dans le strict respect des lois de la République.

En attendant une éventuelle réaction officielle de la DGM ou du gouvernement, cette affaire risque de relancer le débat sur les libertés publiques et les droits des acteurs politiques dans un contexte où le dialogue entre les différentes forces politiques demeure fragile.

René Kanzuku



# Tshisekedi honore les professeurs Muyembe et Sulu

Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a rendu un vibrant hommage à l'excellence scientifique congolaise en décorant, samedi 27 juin 2026, deux éminents chercheurs dont les travaux ont marqué la médecine et la recherche en République démocratique du Congo ainsi qu'à l'échelle internationale. Au cours d'une cérémonie officielle ce weekend, le Chef de l'État congolais a élevé le Professeur Jean-Jacques Muyembe Tamfum au grade de Commandeur de l'Ordre national du Léopard, l'une des plus hautes distinctions honorifiques du pays. Le Professeur Stanislas Sulu Maseb'a Mwanga, quant à lui, reçu la médaille d'or de mérite en Arts, Sciences et Lettres, en reconnaissance de son apport remarquable au développement de la cancérologie en RD-Congo. Dans son allocution, le Président Tshisekedi a souligné que ces distinctions constituent un hommage à « deux parcours d'exception », saluant notamment « le savoir, le travail, la rigueur, le dévouement, la transmission et le sens élevé du service public » incarnés par ces deux scientifiques congolais. Le Professeur Jean-Jacques Muyembe est récompensé pour sa contribution majeure à la co-découverte du virus Ebola et pour son expertise reconnue dans la gestion des épidémies, qui a permis à la RDC de faire face à plusieurs crises sanitaires d'envergure. De son côté, le Professeur Stanislas Sulu Maseb'a Mwanga est distingué pour ses avancées dans le domaine de la cancérologie, notamment grâce à l'introduction et au développement de la radiothérapie en République démocratique du Congo, contribuant ainsi

à améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer. Tshisekedi a réaffirmé sa volonté de promouvoir l'excellence, d'encourager la recherche scientifique et de valoriser les femmes et les hommes qui mettent leur savoir au service du développement national, à travers ces distinctions. Cette reconnaissance présidentielle témoigne également de l'importance accordée à la science et à l'innovation comme leviers essentiels pour l'avenir de la République démocratique du Congo.

René Kanzuku



# Force du Progrès à l'assaut du Centre interdiocésain: l'UDPS va en guerre contre l'Église catholique

Un nouvel épisode de tension entre le pouvoir et l'Église catholique s'est produit ce week-end à Kinshasa. Centre interdiocésain, siège de la Conférence épiscopale nationale du Congo -CENCO-, a été pris pour cible par des membres de la « Force du Progrès », mouvement de jeunes affilié à l'Union pour la démocratie et le progrès social -UDPS-, dans une manifestation qui a duré près de deux heures. C'est ce que rapporte la CENCO sur ses réseaux sociaux. Selon plusieurs témoignages, les manifestants ont proféré des injures contre les responsables de l'Église catholique tout en s'en prenant au siège de la CENCO. Des pneus ont été incendiés devant le Centre interdiocésain, bloquant temporairement les accès au site. Malgré la violence verbale et les actes d'intimidation, aucun dégât matériel n'a été enregistré. La police est finalement intervenue pour disperser les manifestants. Cet incident intervient dans un climat politique déjà marqué par de vives divergences entre le parti présidentiel et la CENCO. Ces derniers mois, les évêques catholiques ont multiplié les prises de position sur la gouvernance du pays, la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC ainsi que le débat autour d'une éventuelle révision de la Constitution, des positions qui ont suscité de fortes réactions au sein de certains militants de l'UDPS. La manifestation soulève également des interrogations sur le dispositif sécuritaire. Le Centre interdiocésain est situé dans une zone stratégique de la capitale, habituellement fortement sécurisée. Dans cette zone se trouvent la Banque centrale du Congo et le Palais de la Nation. La durée de la manifestation avant l'intervention des forces de l'ordre alimente les questions sur la réactivité des services de sécurité face à un rassemblement visant une institution aussi sensible. Cet épisode risque d'accentuer davantage les tensions entre les autorités politiques et l'Église catholique, acteur majeur de la vie publique congolaise. Plusieurs observateurs appellent déjà au respect des institutions, à la protection des lieux de culte et au maintien d'un dialogue apaisé afin d'éviter une détérioration du climat politique à l'approche des prochaines échéances nationales.

Thierry Rafiki



# À 9 jours de la marche populaire de la C64 contre le changement de la Constitution, Kinshasa interdit les rassemblements de masse

Le gouvernement de Kinshasa a annoncé, ce dimanche, l'interdiction de tout rassemblement de masse sur l'ensemble de la capitale jusqu'à nouvel ordre.

Les autorités justifient cette mesure par la nécessité de prévenir la contamination et de limiter la propagation du virus Ebola. Dans un communiqué officiel, le gouvernement précise que cette décision a été prise sur instruction du ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires coutumières.

Les autorités provinciales invitent la population à respecter strictement cette mesure afin de contribuer aux efforts de prévention sanitaire. Cette annonce intervient dans un contexte politique particulièrement tendu.

La Coalition Article 64, qui regroupe plusieurs forces de l'opposition, a prévu d'organiser une marche le 8 juillet prochain à Kinshasa pour exprimer son rejet du projet de changement de la Constitution.

Le rapprochement entre l'interdiction des rassemblements et l'échéance de cette manifestation risque d'alimenter les débats au sein de la classe politique.

Si le gouvernement met en avant des raisons de santé publique liées à Ebola, l'opposition pourrait considérer cette mesure comme un obstacle à l'exercice de ses libertés de manifestation.

À ce stade, le gouvernement n'a pas précisé la durée exacte de cette interdiction, se limitant à indiquer qu'elle restera en vigueur « jusqu'à nouvel ordre ». Cette décision devrait avoir des répercussions sur l'organisation des activités publiques, notamment les manifestations politiques et autres rassemblements de grande ampleur dans la capitale congolaise.

René Kanzuku



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
MINISTRE DE L'INTERIEUR, SECURITE,  
DECENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES



VICE - PREMIER MINISTRE  
CENTRE DE TRANSMISSION DES DONNEES

**MESSAGE OFFICIEL**

**DESTINATAIRE : PROGOUS / KINSHASA, TSHOPO, HAUT-UELE ET BAS-UELE**

**R.P.T**

- : PRESIREP
- : PREMIN
- : MIN / SANTE.PUBL
- : VICE / MININTERSEDEC
- : VICE / MIN.AFF.COUT
- : SG / INTERSEC
- : SG / SANTE. PUBL
- : IG / IGTERR
- : CG / PNC
- : AG / ANR
- : DG / DGM
- : MEMBRES CPS / TOUS

**TEXTE ET SIGNATURE**

**N°25/CAB/VPM/MININTERSEDECAC/SLBJ/NL JM 269/2026 DU 27 JUN 2026** STOP

VOUS SALUER ET VOUS ENJOINDRE STOP DES RECEPTION PRESENT MESSAGE STOP VOUS DEVOIR APPLIQUER LES MESURES SUIVANTES STOP AUX FINS D'EVITER TOUTE CONTAMINATION DE L'EPIDEMIE A VIRUS EBOLA STOP DANS VOS JURIDICTIONS RESPECTIVES STOP TENANT COMPTE DE VOTRE PROXIMITE STOP AVEC LES PROVINCES IMPACTEES PAR CETTE EPEDEMIE STOP SUITE AUX MOUVEMENTS DE LA POPULATION STOP IL S'AGIR DE STOP 1° STOP VOUS DEVOIR EVITER TOUT ATTROUPEMENT DES MASSES STOP 2° STOP VOUS DEVOIR METTRE EN OBSERVATION TOUT CAS REPUTE SUSPECT STOP ET PRESENTANT DES SYMPTOMES Y RELATIFS STOP CE MESSAGE OFFICIEL VALOIR INSTRUCTION PERMANENTE DANS L'ENSEMBLE DE VOS ENTITES RESPECTIVES STOP RAPPORT SUR LA SURVEILLANCE DEVOIR ETRE COMMUNIQUE DANS LA SITUATION JOURNALIERE STOP IL Y AVOIR ORDRE STOP EXECUTION SANS FAILLE STOP SENTIMENTS PATRIOTIQUES FULLSTOP

**SHABANI LUKOO BIHANGO J.**  
VICE-PREMIER MIN. MININTERSEDEC, ET AFFAIRES COUTUMIERES

# Marche C64: ECiDé/France mobilise la diaspora pour une démonstration de force le 8 juillet

La contestation contre un éventuel changement de la Constitution de la République démocratique du Congo voulu par le pouvoir en place gagne également du terrain à la diaspora.

À l'initiative de l'ECiDé/France, parti politique cher à l'opposant Martin Fayulu, une marche pacifique a été organisée samedi 27 juin 2026 à Paris pour réaffirmer le rejet de toute révision constitutionnelle et soutenir l'appel à la mobilisation lancé par les leaders de la Coalition Article 64 de l'opposition.

Partis de la Place de la République en direction de Château Rouge, les manifestants, encadrés par l'Exécutif de l'ECiDé/France sous la coordination de Patrick Mbamu, ont brandi des pancartes et scandé des slogans en faveur du respect de la Constitution et de la préservation de l'ordre constitutionnel en République démocratique du Congo.

À l'issue de cette manifestation, le Secrétaire exécutif de l'ECiDé France a exhorté l'ensemble des Congolais, aussi bien de la diaspora que du pays, à répondre massivement à l'appel des leaders du C64, en participant à la marche nationale prévue le mercredi 8 juillet 2026 dans toutes les provinces du pays.

Selon les organisateurs, cette mobilisation s'inscrit dans une dynamique citoyenne visant à défendre les principes démocratiques et à sensibiliser l'opinion publique sur les enjeux liés au respect de la Constitution. Ils estiment que la participation populaire à la marche du 8 juillet constituera un signal fort en faveur de la gouvernance démocratique et de l'État de droit.

Par cette activité, l'ECiDé/France entend démontrer que la diaspora congolaise reste engagée dans les débats politiques nationaux et déterminée à accompagner les actions menées en RDC pour la défense des valeurs démocratiques.

Blaise Bonduku



# Kinshasa traduit Kigali en justice

Un nouveau front de la République démocratique du Congo contre le Rwanda, le traînant devant la Cour internationale de Justice -CIJ-. À travers cette démarche, Kinshasa n'entend pas seulement obtenir réparation pour les préjudices subis, mais aussi la reconnaissance de la responsabilité internationale de Kigali dans les violences qui secouent l'Est du pays. La RD-Congo a officiellement déposé, vendredi 26 juin 2026, une requête devant la CIJ, à La Haye, contre le Rwanda pour des violations présumées du droit international.

Cette initiative, annoncée par le ministre d'État en charge de la Justice, Guillaume Ngefa Atondoko Andali, marque une nouvelle étape dans le différend qui oppose les deux pays, depuis des décennies, sur fond de conflit persistant dans l'Est de la RDC. La requête déposée s'appuie, selon les autorités congolaises, sur plusieurs conventions internationales contraignantes, notamment celles relatives à la prévention et à la répression du crime de génocide, à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à la protection des droits des femmes ainsi qu'à la lutte contre la torture.

Accompagné du ministre de la Communication et porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya, Guillaume Ngefa a assuré que le dossier présenté à la Cour expose de manière rigoureuse les faits et les fondements juridiques justifiant les demandes de Kinshasa, qui sollicite également

une réparation intégrale des préjudices allégués. Le gouvernement congolais insiste sur le caractère exclusivement juridique de cette démarche. « Il ne s'agit en aucun cas d'un acte d'hostilité », a déclaré le ministre de la Justice, réaffirmant l'attachement de la RDC au règlement pacifique des différends et à la justice internationale. Les autorités congolaises se sont par ailleurs engagées à respecter le déroulement de la procédure et à éviter tout commentaire susceptible d'influencer l'instruction de l'affaire.

Pendant ce temps, Kinshasa continue d'accuser le Rwanda de soutenir les rebelles de l'AFC/M23, qui occupent plusieurs localités dans l'Est du pays, malgré les efforts diplomatiques menés au niveau régional et international pour parvenir à une désescalade. En portant l'affaire devant la CIJ, la RDC cherche désormais à faire reconnaître, sur le plan du droit international, les responsabilités qu'elle impute à son voisin.

Signalons qu'avant d'examiner le fond du dossier, la Cour internationale de Justice devra d'abord se prononcer sur sa compétence et sur la recevabilité de la requête. Pour le gouvernement congolais, cette procédure constitue un levier diplomatique majeur dans sa quête de justice pour les victimes du conflit et dans sa stratégie visant à renforcer la pression internationale sur Kigali.

René Kanzuku



# UNICEF et Union européenne mobilisent Kinshasa via une exposition pour alerter sur l'urgence humanitaire dans l'Est de la RDC

L'UNICEF et l'Union européenne, en collaboration avec le ministère des Affaires sociales, des Actions humanitaires et de la Solidarité nationale, ont inauguré mercredi dernier à l'Espace Bilembo de Kinshasa une exposition photo immersive consacrée à la crise humanitaire qui frappe l'Est de la République démocratique du Congo. Cette initiative vise à sensibiliser le public à l'ampleur de la situation et à mettre en lumière les réponses apportées aux populations les plus vulnérables.

À travers des photographies, des contenus audiovisuels et des témoignages, l'exposition présente les résultats des mécanismes de réponse rapide de l'UNICEF, notamment UniRR/CATI, déployés dans les zones touchées par les déplacements de populations et les épidémies. Le vernissage a réuni des représentants du gouvernement, du corps diplomatique, du système des Nations Unies, ainsi que des jeunes ambassadeurs et des U-Reporters.

Les organisateurs rappellent que la situation humanitaire demeure particulièrement préoccupante dans l'Est du pays, où les violences et les déplacements de populations se sont intensifiés, notamment autour de Goma, Minova, Kalehe et dans plusieurs localités du Sud-Kivu. Ces crises exposent les populations, en particulier les enfants, à des risques accrus de protection, tout en favorisant la propagation de maladies comme le choléra, la rougeole et le mpox. Avec l'appui de l'Union européenne, l'UNICEF met en œuvre des interventions rapides à travers UniRR, qui permet une assistance multisectorielle dans les sept jours suivant une évaluation, et

CATI, un dispositif qui intervient dans les 48 heures après la détection de cas suspects de choléra. Ces mécanismes ont déjà permis d'assurer un accès à l'eau potable, aux soins de santé essentiels et à des services de protection pour des milliers de personnes. La ministre des Affaires sociales, des Actions humanitaires et de la Solidarité nationale, Eve Bazaiba, a souligné que cette exposition constitue un appel à renforcer les efforts conjoints du Gouvernement et de ses partenaires pour répondre aux besoins croissants des populations affectées.

De son côté, Lucas Honauer, chef de mission d'ECHO en RDC, a réaffirmé l'engagement de l'Union européenne à soutenir des mécanismes de réponse rapide qui sauvent des vies, tandis que John Agbor, représentant de l'UNICEF en RDC, a insisté sur la nécessité de poursuivre avec urgence le soutien aux enfants et aux familles touchés par la crise.

Ouverte gratuitement au public du 24 au 30 juin 2026 à Kinshasa, l'exposition se veut un espace d'information, de dialogue et de mobilisation. L'initiative se poursuivra également à l'international grâce à une exposition numérique et à une campagne digitale destinée à renforcer la solidarité entre les publics congolais et européens. Face à l'ampleur des besoins, l'UNICEF appelle enfin les bailleurs de fonds et partenaires à accroître leur soutien afin de garantir une réponse humanitaire rapide, coordonnée et durable en faveur des communautés affectées.

René Kanzuku



VENDREDI 03 JUILLET 2026, A PARTIR DE 18H

10\$ STANDARD 15\$ JOUR J 30\$ CARRE OR

L'ATHMO  
CLUB

DE ZIMOUR AU  
**pool**  
malebo  
stand-up comedy



## POINTS DE VENTES

Ncinebeauty (Iemba terminus)

Pullman

Boutique la qualité av. Inongo  
22 réf Direction maison mbungu

**BILLETÉRIE EN LIGNE  
OUVERTE**

+243 99848492

POOL MALEBO STAND UP COMEDY  
poolmalebostandupcomedy@gmail.com  
4 Avenue BATETELA BP : 9535, KINSHASA, R.D.CONGO  
H9635-FB@ACCOR.COM, H9635-FBI@ACCOR.COM



# Média Lab de la MONUSCO: 80 journalistes appelés à faire de l'inclusion un levier de paix en RDC

Face aux défis sécuritaires et à la montée des discours de haine, la MONUSCO mise sur un journalisme inclusif pour renforcer la cohésion sociale en République démocratique du Congo.

Pendant deux jours à Kinshasa, 80 journalistes ont été outillés pour promouvoir une information responsable, sensible au genre et favorable à la paix. La Section Genre de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo -MONUSCO-, en collaboration avec la Division de l'information publique, a organisé du 24 au 25 juin à Kinshasa un Média Lab sur le thème: «Pour un journalisme inclusif, moteur de paix et de stabilisation».

Réunissant journalistes, responsables de médias et communicateurs, l'atelier visait à renforcer les capacités des professionnels des médias afin qu'ils contribuent activement à la consolidation de la paix dans le pays. À l'ouverture des travaux mercredi, Mme Mireille Laurier Affa, responsable de la Section Genre de la MONUSCO, a rappelé que les médias ne sont pas de simples observateurs, mais des acteurs majeurs de la formation de l'opinion publique. Elle a plaidé pour une couverture médiatique plus inclusive, intégrant notamment l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité », afin de mieux refléter la diversité de la société congolaise. Les échanges, animés par

plusieurs intervenants dont Me Charles Mushizi et Trésor Kalonji, ont porté sur la lutte contre les discours de haine, la désinformation, les stéréotypes et les violences basées sur le genre. Les participants ont été encouragés à privilégier la vérification des faits, l'éthique journalistique et une représentation équitable des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables pour prévenir les conflits et renforcer la cohésion sociale.

Les travaux se sont clôturés au Quartier général de la MONUSCO situé dans l'enceinte du Complexe Utefrica de la commune de Ngalie-ma, par la remise de certificats à 80 journalistes, dont 46 femmes, par Mme Joyce Cristine Fernandes De Pina, cheffe de la Radio Okapi.

À travers cette initiative, la MONUSCO réaffirme son engagement à accompagner les médias congolais dans la promotion d'un journalisme professionnel, inclusif et responsable, considéré comme un levier essentiel pour la paix, la démocratie et la stabilité durable en République démocratique du Congo.

René Kanzuku



# Du Nigeria à la République démocratique du Congo: Comment Ridwan Oyenuga transforme la santé mentale à travers l'Afrique

À travers l'Afrique, les débats sur le développement se concentrent souvent sur la croissance économique, les infrastructures, l'éducation et la création d'emplois. Si ces priorités demeurent essentielles, un nombre croissant d'experts attire aujourd'hui l'attention sur une autre question qui influence de plus en plus l'avenir du continent : la santé mentale. Pendant longtemps, la santé mentale est restée l'un des aspects les plus négligés de la santé publique dans de nombreux pays africains. Le manque de sensibilisation, la stigmatisation sociale, l'accès limité aux services de soutien et la pénurie de professionnels qualifiés ont laissé des millions de jeunes Africains faire face à leurs difficultés dans le silence. Pourtant, ce défi devient de plus en plus difficile à ignorer. Du Nigeria à la République Démocratique du Congo (RDC), les jeunes sont confrontés à des pressions croissantes liées au chômage, à l'incertitude économique, aux conflits, aux déplacements de populations, aux exigences académiques, aux attentes sociales et aux transformations rapides engendrées par le numérique et les réseaux sociaux. Pour l'entrepreneur nigérian et défenseur de la jeunesse Ridwan Oyenuga, ces réalités constituent l'un des plus grands défis de développement auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui. « Les jeunes Africains sont incroyablement résilients, ambitieux et innovants. Pourtant, nous mettons souvent l'accent sur ce qu'ils peuvent accomplir sans accorder suffisamment d'attention aux systèmes de soutien dont ils ont besoin pour s'épanouir », explique-t-il. Ridwan Oyenuga est le Fondateur et Directeur Général de SereniMind, une plateforme dédiée au bien-être des jeunes qui vise à améliorer l'accès au soutien psychologique, aux ressources de bien-être, à l'éducation et aux opportu-



nités d'engagement communautaire à travers l'Afrique. Ce qui a commencé comme une réponse aux préoccupations croissantes liées au bien-être des jeunes est devenu une mission plus large visant à rendre les discussions sur la santé mentale plus accessibles, plus pratiques et mieux adaptées aux réalités africaines. À travers ses initiatives, son travail a permis de toucher des centaines de milliers de jeunes grâce à des campagnes de sensibilisation, des programmes éducatifs, des actions numériques, des partenariats stratégiques et des efforts de plaidoyer destinés à lutter contre la stigmatisation et à encourager des conversations plus ouvertes autour du bien-être mental. Selon lui, la santé mentale n'est pas un problème limité à un seul pays, mais une question qui concerne l'ensemble du continent. « Les défis auxquels fait face un jeune à Lagos ne sont pas très différents de ceux rencontrés par un jeune à Kinshasa, Goma, Dakar, Nairobi ou Accra. Les contextes varient, mais beaucoup de jeunes Africains vivent sous pression dans un environnement en constante évolution. Le bien-être mental doit faire partie intégrante des discussions sur le développement », affirme-t-il. La République Démocratique du Congo illustre parfaitement les défis mais aussi les opportunités auxquels

l'Afrique est confrontée. Malgré ses immenses ressources naturelles et sa population majoritairement jeune, des millions de Congolais continuent de subir les conséquences de la pauvreté, des déplacements, des conflits et d'un accès limité aux services de santé. Pour de nombreux jeunes, l'accès à un soutien psychologique adapté demeure encore très difficile. De plus en plus d'experts estiment que la santé mentale ne doit plus être considérée uniquement comme une question de santé publique, mais également comme une priorité économique et sociale. Les études montrent en effet que le bien-être influence les performances scolaires, la productivité, l'innovation, l'employabilité et la stabilité des communautés. Lorsque les jeunes ne disposent pas du soutien nécessaire, les conséquences dépassent largement le cadre individuel. Pour Ridwan Oyenuga, c'est précisément pour cette raison que la santé mentale doit être placée au cœur des stratégies de développement. « Si l'Afrique veut exploiter pleinement le potentiel de sa jeunesse, elle doit reconnaître que le bien-être n'est pas séparé du développement. Il en est une composante essentielle », souligne-t-il. Cette conviction guide une grande partie de son travail à travers SereniMind et d'autres initiatives en faveur de la jeunesse, dont l'objectif

n'est pas seulement de fournir des ressources, mais aussi de contribuer à un changement durable dans la manière dont la santé mentale est perçue et abordée en Afrique. À travers le continent, des signes encourageants apparaissent. Les gouvernements, les établissements d'enseignement, les organisations de la société civile et les innovateurs technologiques reconnaissent progressivement l'importance du bien-être mental. Les sujets autrefois considérés comme tabous commencent à être abordés plus ouvertement. Cependant, des défis importants subsistent. Les spécialistes estiment que les prochaines avancées nécessiteront davantage d'investissements dans la sensibilisation, la prévention, les systèmes de soutien communautaires, les solutions numériques et les politiques publiques plaçant le bien-être au cœur du développement des jeunes. Pour Ridwan Oyenuga, l'avenir de l'Afrique dépend non seulement des opportunités offertes à sa jeunesse, mais également de sa capacité à saisir ces opportunités dans un environnement sain et favorable. « La plus grande richesse de l'Afrique, ce sont ses populations. Si nous voulons bâtir des économies plus fortes, des communautés plus résilientes et des nations plus prospères, nous devons investir dans le bien-être des jeunes qui construiront cet avenir », conclut-il. Alors que la santé mentale occupe une place croissante dans les débats à travers le continent, des voix comme celle de Ridwan Oyenuga contribuent à façonner une nouvelle vision du développement africain une vision qui s'étend du Nigeria à la République Démocratique du Congo et au-delà, et qui considère le bien-être non comme un luxe, mais comme une nécessité pour l'avenir de l'Afrique.

**EDITEUR  
DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
René Kanzuku  
+243 821366666

**DIRECTEUR DE  
PUBLICATION**  
Landry Gombo  
**DIRECTEUR DE  
RÉDACTION**  
Schilo Tshitenga  
+243 822950000  
**REDACTEUR EN  
CHEF**  
Justice Kangamina M.

**RÉDACTION CEN-  
TRALE**  
Auxense Katasa  
Blaise Puala  
Christelle Luyindula  
Landry Gombo  
Loudie Mukumbi  
Rabby Lokate  
René Kanzuku  
Rhudy Mialoundama  
Sarah Gere  
Schilo Tshitenga  
Prisca Bamenga  
Blaise Bonduku  
Myrthe Ekuba

**CORRESPONDANTS**  
Anicet Cito  
(Nord-Kivu)  
Justice Kangamina  
(Tshopo)  
Isidoros Karderinis  
(Athènes Grèce)  
Elysée Mutingwa  
(USA-Indianapolis)  
Joël Konalowo (Tshopo)  
Thierry Bahati Rafiki  
(Ituri)

**TECHNIQUES ET  
LOGISTIQUES**  
Alba Ngalula  
**MARKETING/COM-  
MERCIAL**

Prisca Bamenga  
**DESIGN&LAYOUT**

E-Wink  
+243 903064750  
**WEBMASTER**

Schilo Citeng  
**Finances/DigitalCom**  
Schilo Citeng  
**ADRESSE**  
Av. Nkuka N°15  
Mont-Ngafula

# Après avoir battu l'Ouzbékistan, les Léopards attendent l'Angleterre

Les Léopards de la République démocratique du Congo ont signé, dans la nuit de samedi 27 à dimanche 28 juin 2026, une victoire historique (3-1) face à l'Ouzbékistan, validant ainsi leur qualification pour les seizièmes de finale de la Coupe du monde 2026. Menés dès la première période après l'ouverture du score d'Eldor Shomurodov, les Léopards ont fait preuve d'un remarquable mental pour inverser le cours de la rencontre et décrocher le premier succès de l'histoire du football congolais en Coupe du monde. Au retour des vestiaires, les hommes de Sébastien Desabre ont totalement changé de visage. Yoane Wissa a relancé les siens sur penalty avant que Fiston Mayele, entré en jeu, ne donne l'avantage aux Léopards. Dans le temps additionnel, Wissa s'est offert un doublé pour sceller définitivement le sort de la rencontre et déclencher une immense joie parmi les supporters congolais de la diaspora et du pays. Grâce à ce succès, la RDC termine troisième du groupe K et se qualifie pour la phase à élimination directe, une première historique. Les Léopards retrouveront désormais l'Angleterre en seizièmes de finale avec l'ambition de poursuivre leur aventure dans ce Mondial, portés par une confiance retrouvée après cette victoire renversante.

Justice Kangamina

